



Rapport Financier Semestriel

30 septembre 2010

1. Comptes Consolidés Semestriels Condensés	2
2. Rapport Semestriel d'Activité	32
3. Attestation des personnes physiques responsables du rapport ..	36
4. Rapport d'Examen Limité des Commissaires aux Comptes	37

Comptes Semestriels Consolidés
Condensés
Groupe Rue du Commerce



30 Septembre 2010

1. COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

	notes	6 mois	12 mois	6 mois
		30/09/2009	31/03/2010	30/09/2010
Produits des activités ordinaires	4	139 079	352 635	132 487
dont Ventes de marchandises		131 823	331 047	123 620
dont Prestations de services		7 256	21 588	8 867
Autres produits de l'activité	5	9	49	78
Achats consommés		-117 510	-298 120	-110 310
Marge Brute		21 577	54 564	22 255
Charges de personnel	5	-7 320	-15 773	-7 211
Charges externes		-13 525	-34 851	-13 598
Impôts et taxes		-624	-1 447	-614
Dotations aux amortissements		-493	-1 118	-646
Dépréciations et dotations nettes aux provisions		-567	-1 026	-654
Autres produits de l'exploitation		49	89	93
Autres charges de l'exploitation		-56	-115	-55
Résultat Opérationnel Courant		-958	323	-429
Autres produits opérationnels	6	155	156	0
Autres charges opérationnelles	6	0	0	-1 993
Résultat Opérationnel		-803	479	-2 422
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie		137	164	32
Coût de l'endettement financier brut		-1	-2	0
Coût de l'endettement financier net		136	162	32
Autres produits financiers		93	143	72
Autres produits charges financières		-26	-164	-114
Résultat avant impôt		-599	620	-2 432
Charges d'impôt sur le résultat	7	-63	-217	0
Résultat Net des activités ordinaires poursuivies de l'exercice		-662	403	-2 432
Résultat des activités arrêtées ou en cours de cession		0	0	0
Résultat de l'exercice		-662	403	-2 432
Part Groupe		-662	403	-2 432
Intérêts Minoritaires				
	Notes	30/09/2009	31/03/2010	30/09/2010
Nombre moyen d'actions sur l'exercice	8	11 089 748	11 089 748	11 089 748
Résultat par action		-0,06 €	0,04 €	-0,22 €
Dilution : nombre potentiel d'actions nouvelles		11 438 448	11 668 048	11 688 048
Résultat dilué par action		-0,06 €	0,03 €	-0,21 €

2. GAINS OU PERTES COMPTABILISES DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES

Etat du résultat net et des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	6 mois 30/09/2009	12 mois 31/03/2010	6 mois 30/09/2010
Résultat net	-662	403	-2 432
Ecart de conversion			
Réévaluation des instruments dérivés de couverture			
Réévaluation des actifs financiers disponibles à la vente			
Réévaluation des immobilisations			
Ecart actuariel sur les régimes à prestations définies			
Quote-part des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres des entreprises mises en équivalence			
Impôts			
Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	0	0	0
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	-662	403	-2 432
Dont part du Groupe	-662	403	-2 432
Dont part des intérêts minoritaires	0	0	0

3. BILAN CONSOLIDE

ACTIF	notes	30/09/2009	31/03/2010	30/09/2010
Écarts d'acquisition	9	91	91	91
Immobilisations Incorporelles	9	1 250	1 002	771
Immobilisations Corporelles	9	1 106	1 247	1 385
Immobilisations Financières	9	310	321	327
Actifs d'impôts différés	7	228	117	117
Autres actifs non courants		0	0	0
ACTIF NON COURANT		2 984	2 778	2 691
Stock et en cours	10	30 208	28 777	28 711
Créances clients et comptes rattachés (net)	11 & 15	16 070	17 739	15 895
Autres créances et comptes de régularisation	11 & 15	6 980	7 914	7 711
Trésorerie et équivalents de trésorerie	12	19 969	17 748	17 684
ACTIF COURANT		73 227	72 178	70 000
TOTAL ACTIF		76 211	74 956	72 691
PASSIF	notes	30/09/2009	31/03/2010	30/09/2010
Capital	13	2 772	2 772	2 772
Réserves liées au capital	13	23 323	23 459	23 551
Réserves consolidées	13	6 320	6 326	6 746
Résultat de l'exercice	13	-662	403	-2 432
CAPITAUX PROPRES	13	31 754	32 961	30 637
Emprunts portant intérêt (part à + un an)	14	0	0	0
Passif d'impôts différés	7	224	171	171
Provision pour risques et Charges	15 & 16	202	224	1 427
Autres passifs non courants		0	0	0
PASSIF NON COURANT		426	395	1 598
Emprunts portant intérêt (part à – d'un an)	17	22	56	24
Fournisseurs et comptes rattachés (net)	17	36 286	31 498	31 604
Autres créditeurs et comptes de régularisation	17	7 724	10 046	8 829
PASSIF COURANT		44 032	41 600	40 456
TOTAL PASSIF		76 211	74 956	72 691

4. TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES

	notes	30/09/2009	31/03/2010	30/09/2010
Résultat net consolidé des entreprises intégrées		-662	403	-2 432
Résultat des minoritaires		0	0	0
Résultat net consolidé y compris intérêts minoritaires		-662	403	-2 432
+ / - amortissements et provisions		1 065	1 690	1 218
+ / - charges et produits liés aux stocks options et assimilés	13	63	200	112
+ / - (Plus)/moins values de cession		55	22	16
+ / - autres charges et produits		-269	-268	0
Capacité d'autofinancement après endettement financier net et impôt		252	2 046	-1 085
+ / - coûts de l'endettement financier net		-136	-162	-32
+ / - charge d'impôts (y compris impôts différés) (accroi.)/réduction	7	101	217	0
Capacité d'autofinancement avant endettement financier net et impôt		217	2 101	-1 117
+ / - impôt versé / encaissé		-1 764	-2 350	1 050
- Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité		1 918	-1 100	550
Flux nets de trésorerie générés par l'activité		371	-1 349	483
Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles		-949	-1 468	-553
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles		0	0	0
Variation des prêts et avances		-82	-93	-6
+ / - incidence des variations de périmètre		0	0	0
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement		-1 031	-1 560	-559
+ / - Augmentation de capital en numéraire	13	0	0	0
- Dividendes versés aux actionnaires de la société mère		0	0	0
- Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées		0	0	0
+ / - acquisitions d'actions en propre		-190	-191	-21
Redevances de crédit-bail		-3	0	0
+ / - Ecart de conversion		0	0	0
+ / - variation des comptes courants		0	0	0
+ / - Emissions ou remboursements d'emprunts		0	0	0
Produits financiers nets		136	162	32
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement		-57	-29	11
Variation de trésorerie		-717	-2 938	-64
Trésorerie d'ouverture		20 686	20 686	17 748
Trésorerie de Clôture		19 969	17 748	17 684
Variation de trésorerie		-717	-2 938	-64

5. TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES	Capital	Primes & Réserves	Résultat	Total
			Part groupe	
CAPITAUX PROPRES au 1er avril 2009	2 772	27 635	2 120	32 527
Affectation du résultat au 31/03/2009		2 120	-2 120	0
Augmentation de capital (BSPCE)				0
Impact IFRS sur les réserves (BSPCE)				0
Impact IFRS sur les réserves (Stock-Options)		63		63
Annulation actions propres		-175		-175
Résultat consolidé			-662	-662
CAPITAUX PROPRES au 30 septembre 2009	2 772	29 643	-662	31 754
CAPITAUX PROPRES au 1er avril 2009	2 772	27 635	2 120	32 527
Affectation du résultat au 31/03/2009		2 120	-2 120	0
Augmentation de capital (BSPCE)				0
Impact IFRS sur les réserves (BSPCE)				0
Impact IFRS sur les réserves (Stock-Options)		200		200
Annulation actions propres		-169		-169
Résultat consolidé			403	403
CAPITAUX PROPRES au 31 mars 2010	2 772	29 786	403	32 961
CAPITAUX PROPRES au 1er avril 2010	2 772	29 786	403	32 961
Affectation du résultat au 31/03/2010		403	-403	0
Augmentation de capital (BSPCE)				0
Impact IFRS sur les réserves (BSPCE)				0
Impact IFRS sur les réserves (Stock-Options)		112		112
Annulation actions propres		-5		-5
Résultat consolidé			-2 432	-2 432
CAPITAUX PROPRES au 30 septembre 2010	2 772	30 297	-2 432	30 637

6. ANNEXE AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES – PERIODE CLOSE LE 30 SEPTEMBRE 2010

1. Informations relatives à l'entreprise

En date du 25 novembre 2010, le conseil d'administration a arrêté et autorisé la publication des états financiers consolidés de Rue du Commerce pour le semestre du 01 avril au 30 septembre 2010. Rue du Commerce est une société anonyme cotée à Paris au compartiment C d'Euronext.

Rue du Commerce s'est spécialisée lors de sa création en 1999 dans la distribution exclusivement en ligne de produits high tech à destination des particuliers (BtoC), puis des administrations et entreprises (BtoB). En juillet 2007 Rue du Commerce a progressivement étendu ses activités en fédérant des sites marchands renforçant son offre de produits dans l'électroménager, la mode, la beauté, la maison, le sport et bricolage, les jeux et jouets et les voyages. Depuis septembre 2009, Rue du Commerce présente une offre de biens culturels.

Rue du Commerce exploite à ce jour quatre sites marchands, www.rueducommerce.com, www.topachat.com, www.clust.com et www.alapage.com.

2. Évènements significatifs de la période

A l'issue d'une année 2009 / 2010 marquée par des acquisitions désormais complètement intégrées et dans un environnement de consommation offrant une visibilité réduite, Rue du Commerce a décidé d'ajuster au cours du 1^{er} semestre 2010 / 2011 ses charges afin d'améliorer sa compétitivité.

Cet ajustement passe par un certain nombre d'actions en interne, conjuguant réduction d'effectif, réorganisation des process et renforcement de certaines activités particulièrement porteuses. Le coût de ces mesures, évalué à 2 millions d'euros avant impôts, impacte uniquement le résultat du 1^{er} semestre. Toutes choses égales par ailleurs, cet impact sera neutralisé dans les comptes annuels. En année pleine, ces actions permettront de réaliser 3,5 millions nets d'économies avant impôts. 0,5 million d'euros seront par ailleurs utilisés pour développer les activités de La Galerie, de la régie publicitaire et, plus généralement, pour investir sur la stratégie marketing multimarques.

3. Principes comptables

Principes de préparation des états financiers

Les principes comptables retenus pour la préparation des comptes consolidés sont conformes aux normes et interprétations IFRS telles qu'adoptées par l'Union Européenne au 30 septembre 2010 et disponibles sur le site http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias_fr.htm#adopted-commission.

Les états financiers condensés présentés pour la période du 01 avril 2010 au 30 septembre 2010 du Groupe Rue du Commerce sont établis en conformité avec la norme IAS 34

Les normes comptables internationales comprennent les normes IFRS, les normes IAS (International Accounting Standards) ainsi que leurs interprétations (IFRIC et SIC).

Les comptes consolidés condensés de la période sont présentés en milliers d'euros et sont établis suivant les mêmes méthodes comptables et les mêmes modalités d'estimation que celles utilisées pour les comptes consolidés au 31 mars 2010, à l'exception de l'adoption des nouvelles normes et interprétations suivantes, présentées ci-dessous et sans impact sur les comptes du groupe :

Normes	Date d'application		Impacts Groupe
	UE	Groupe	
IAS 27 Amendée - Etats financiers consolidés et individuels)	01/07/2009	01/04/2010	Sans incidence sur les comptes du Groupe
IFRS 3R - Regroupements d'entreprises	01/07/2009	01/04/2010	Sans incidence sur les comptes du Groupe
Autres textes liés à l'application d'IFRS 3R et IAS 27 A : - Améliorations 2008 (Amendement IFRS 5) - Améliorations 2009 (Amendements IFRS 2, IAS 38 et IFRIC 9) - IFRIC 17 (distribution d'actifs non monétaires au propriétaire)	01/07/2009	01/04/2010	Sans incidence sur les comptes du Groupe
Amendements IFRS2 – Transactions intragroupe réglées en trésorerie	01/07/2009	01/04/2010	Sans incidence sur les comptes du Groupe
IAS 39 - Amendement relatif aux éléments éligibles à une opération de couverture	01/07/2009	01/04/2010	Sans incidence sur les comptes du Groupe
IFRS 1 – réorganisée	01/01/2010	01/04/2010	Sans incidence sur les comptes du Groupe
IFRIC 12 - Accords de concession de services	29/03/2009	01/04/2010	Sans incidence sur les comptes du Groupe
IFRIC 15 - Contrats de construction de biens immobiliers	31/12/2009	01/04/2010	Sans incidence sur les comptes du Groupe
IFRIC 16 - Couvertures d'un investissement net dans une activité à l'étranger	01/07/2009	01/04/2010	Sans incidence sur les comptes du Groupe
Amendement IAS 32 – classement des émissions de droits	01/02/2010	01/04/2010	Sans incidence sur les comptes du Groupe

Nouvelles normes, amendements et interprétations adoptés ou en cours d'adoption :

Le groupe Rue Du Commerce a décidé de ne pas appliquer par anticipation :
- les normes et interprétations adoptées par l'Union Européenne et dont l'application n'est pas obligatoire au 1er janvier 2010,
- les textes publiés par l'IASB, qui n'ont pas été adoptés par l'Union Européenne au 30 septembre 2010.

Les nouvelles normes, amendements à des normes existantes et interprétations suivantes ont été publiées mais ne sont pas applicables au 31 mars 2010 et n'ont pas été adoptés par anticipation

Normes	Date d'application prévue		Commentaires
	Publié par l'IASB	Adoptée par l'U.E.	
Improvements to IFRS (mai 2010)	01/07/2010	En cours d'adoption	Non appliquée de manière anticipée
IFRIC 19 - Extinguishing liabilities with Equity Instruments	01/07/2010	En cours d'adoption	Non appliquée de manière anticipée
IAS 24 – related parties disclosure	01/01/2011	En cours d'adoption	(*)
IFRS 9 – financial instruments	01/01/2013	En cours	(*)

		d'adoption	
Amendement IFRIC 14 – prepayment of a minimum funding requirement	01/01/2011	En cours d'adoption	(*)

(*) L'application de ces textes n'est pas possible, en raison de leur caractère contradictoire avec le référentiel actuel.

Le groupe n'a pas appliqué ces normes par anticipation et ne devrait pas être impacté par leur mise en vigueur.

Recours à des estimations et des hypothèses

La préparation des états financiers selon les IFRS nécessite de la part de la Direction d'effectuer des estimations et de faire des hypothèses qui ont un impact sur l'application des méthodes comptables et sur les montants des actifs et des passifs, des produits et des charges. Les estimations et hypothèses sous-jacentes sont réalisées à partir de l'expérience passée et d'autres facteurs considérés comme raisonnables au vu des circonstances. Elles servent ainsi de base à l'exercice du jugement rendu nécessaire à la détermination des valeurs comptables d'actifs et de passifs, qui ne peuvent être obtenues directement à partir d'autres sources. Les valeurs réelles peuvent être différentes des valeurs estimées.

Les estimations et hypothèses sous-jacentes sont réexaminées de façon continue. L'impact des changements d'estimation comptable est comptabilisé au cours de la période du changement s'il n'affecte que cette période, ou au cours de la période du changement et des périodes ultérieures si celles-ci sont également affectées par le changement.

Les principaux postes comptables concernés par des estimations ou hypothèses sont les suivants :

- Dépréciation des comptes clients et du stock (dépréciation statistique) ;
- Estimation des remises de fin d'année ;
- Détermination des charges de BSPCE et Stock-options (Modèle Black & Scholes) ;
- Provision pour indemnité de départ à la retraite.
- Provision pour risques et charges

Principes de consolidation

Les états financiers de Rue du Commerce sont préparés sur la base des méthodes comptables homogènes au sein du groupe.

Tous les soldes et transactions intragroupes ainsi que les produits, les charges et les résultats latents qui sont compris dans la valeur comptable d'actifs, provenant de transactions internes, sont éliminés en totalité.

Le périmètre de consolidation comprend l'ensemble des sociétés contrôlées de façon durable et exclusive par Rue du Commerce. Toutes les sociétés sont consolidées par intégration globale.

La société consolidante est Rue du Commerce SA.

Les états financiers de la filiale sont établis à la même date de reporting que la société mère et en utilisant les mêmes méthodes comptables. Les sociétés incluses dans le périmètre de consolidation sont consolidées sur la base des comptes annuels, arrêtés au 30 septembre 2010.

Au 30 septembre 2010, le périmètre de consolidation se présente comme suit :

SOCIETE	SIEGE	N° SIREN	PAYS	% de contrôle	% d'intérêt	Méthode de consolidation
RUE DU COMMERCE SA	44-50 avenue du capitaine Glarner 93585 Saint Ouen	422 797 720	France	Société mère	Société mère	IG*
Maxidome SAS	44-50 avenue du capitaine Glarner 93585 Saint Ouen	492 829 569	France	100%	100%	IG*

(*) IG : Intégration globale

Conversion des monnaies étrangères

La monnaie fonctionnelle et de présentation de Rue de Commerce et de sa filiale est l'euro (€). Les opérations en monnaies étrangères sont initialement enregistrées dans la monnaie fonctionnelle au taux de change en vigueur à la date de la transaction. A la date de clôture les actifs et passifs monétaires libellés en monnaies étrangères sont convertis dans la monnaie fonctionnelle au taux de change en vigueur à la date de clôture. Tous les écarts sont enregistrés dans le compte de résultat.

Écart d'acquisition

A la date d'acquisition, l'écart d'acquisition est évalué initialement à son coût, celui-ci étant l'excédent du coût du regroupement d'entreprises sur la part d'intérêt de l'acquéreur dans la juste valeur nette des actifs identifiables acquis, des passifs et passifs éventuels assumés.

Lorsque le coût d'acquisition est inférieur à la quote-part d'intérêts de l'acquéreur dans les justes valeurs des actifs, passifs et passifs identifiables acquis, cet excédent est immédiatement comptabilisé dans le résultat de l'exercice d'acquisition.

Après la comptabilisation initiale, l'écart d'acquisition est évalué à son coût diminué du cumul des pertes de valeur.

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles acquises séparément sont comptabilisées à leur coût. Les immobilisations incorporelles acquises dans le cadre d'un regroupement d'entreprise sont comptabilisées à leur juste valeur à la date de l'acquisition. Postérieurement à la comptabilisation initiale, les immobilisations incorporelles sont évaluées au coût diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur. Les immobilisations incorporelles créées en interne, à l'exception des coûts de développement, ne sont pas capitalisées, et les dépenses engagées sont comptabilisées en résultat lorsqu'elles sont encourues. Le groupe apprécie si la durée d'utilité d'une immobilisation incorporelle est finie ou indéterminée.

Les immobilisations incorporelles ayant une durée de vie finie sont amorties sur la durée d'utilité économique et sont soumises à un test de dépréciation chaque fois qu'il existe une indication de perte de valeur.

Leur durée d'utilité est revue chaque année et les ajustements éventuels en résultant sont comptabilisés de manière prospective.

Les immobilisations incorporelles à durée de vie indéterminée sont soumises à des tests de perte de valeur chaque année, soit individuellement soit au niveau de l'unité génératrice de trésorerie à laquelle elles appartiennent. Ces immobilisations ne sont pas amorties.

Les immobilisations incorporelles comprennent :

- Les frais de création et du développement, dans les phases initiales, du site internet rueducommerce.com (totalement amortis à ce jour),
- des noms de domaine,
- des logiciels,
- des fonds de commerce et des marques,

Les amortissements sont calculés selon le mode linéaire en fonction de la durée d'utilité estimée des immobilisations.

	Durée d'amortissement
Noms de domaine internet	Non amorti
Logiciels	1 an
Marque Top Achat	3 ans
Marque Alapage	3 ans
Site Alapage	3 ans

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût, à l'exclusion des coûts d'entretien courant, diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur.

L'amortissement est calculé selon la méthode linéaire, sur les durées d'utilité suivantes :

	Durées d'amortissement
• Agencements et Installations	3 ans
• Mobilier, matériel de bureau et inf.	3 ans
• Central téléphonique (autocommutateur)	5 ans

Les valeurs comptables des immobilisations corporelles sont revues pour dépréciation lorsque des événements ou changements dans les circonstances indiquent que la valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. S'il existe un quelconque indice de cette nature et si les valeurs comptables excèdent la valeur recouvrable estimée, les actifs ou unités génératrices de trésorerie sont dépréciés pour être ramenés à leur valeur recouvrable.

La valeur recouvrable des immobilisations corporelles est la valeur la plus élevée entre le prix de vente net et la valeur d'utilité. Pour évaluer la valeur d'utilité, les flux de trésorerie futurs estimés sont actualisés en utilisant un taux d'actualisation avant impôt qui reflète les appréciations actuelles du marché de la valeur temps de l'argent et les risques spécifiques à l'actif.

Une immobilisation corporelle est dé-comptabilisée lors de sa sortie ou quand aucun avantage économique futur n'est attendu de son utilisation ou de sa sortie.

Dépréciation des actifs corporels et incorporels

Selon la norme IAS 36 « Dépréciation d'actifs », la valeur recouvrable des immobilisations corporelles et incorporelles est testée dès l'apparition d'indices de pertes de valeur, examinés à chaque clôture. Ce test doit être effectué au minimum une fois par an pour les actifs à durée de vie indéfinie.

Pour ce test de dépréciation, les immobilisations sont regroupées en Unités Génératrices de Trésorerie (UGT).

Les écarts d'acquisition ne génèrent pas des entrées de trésorerie et sont, par conséquent, alloués à des UGT ou au groupe d'UGT correspondant au niveau le plus fin de l'organisation pour lequel est opéré le suivi du retour sur investissement, soit dans le cas de Rue du Commerce l'entité juridique consolidante.

La valeur d'utilité de ces unités ou regroupement d'unités est déterminée par référence à des flux futurs de trésorerie nets, actualisés. Lorsque cette valeur est inférieure à la valeur nette comptable de ces unités ou regroupement d'unités, une perte de valeur est enregistrée pour la différence ; elle est imputée en priorité sur les écarts d'acquisition.

Contrairement aux éventuelles pertes de valeur affectées aux actifs corporelles et incorporelles amortissables, celles affectées à un écart d'acquisition sont définitives et ne peuvent être reprises au cours d'exercices ultérieurs.

Immobilisations financières

Les immobilisations financières correspondent aux dépôts et cautionnements, ainsi qu'aux prêts, et sont comptabilisées à leur valeur nominale. Les dépôts et cautionnements font l'objet d'une dépréciation lorsque leur valeur d'inventaire est inférieure à leur valeur probable de recouvrement. Les prêts sont des actifs financiers dont la comptabilisation et le suivi des valeurs sont décrits ci-après.

Actions propres

Si le groupe achète ses propres instruments de capitaux propres (actions propres), ceux-ci sont déduits des capitaux propres. Aucun profit ou perte n'est comptabilisé dans le compte de résultat lors de l'achat, de la vente, de l'émission ou de l'annulation d'instruments de capitaux propres du groupe, ni lorsqu'une dépréciation est constatée ou reprise.

Stocks

Les stocks sont évalués au prix unitaire moyen pondéré.

Conformément aux principes IAS 2, la valeur brute des stocks en fin de période (et donc le montant de la variation des stocks) tient compte des éléments suivants :

- Escomptes obtenus de la part des fournisseurs
- Remises, rabais, ristournes, obtenus des fournisseurs
- Frais de transport sur achats

Une dépréciation est constatée lorsque la valeur comptable des stocks à la clôture devient supérieure à la valeur nette de réalisation. La valeur nette de réalisation est déterminée en fonction des perspectives de ventes. Elle correspond au prix de vente estimé dans le cours normal de l'activité diminué des coûts estimés pour l'achèvement et des coûts estimés nécessaires pour réaliser la vente.

Actifs financiers

La société classe ses actifs financiers selon les catégories suivantes : prêts et créances d'une part, actifs à la juste valeur par le résultat d'autre part. Au 30 septembre 2010, le groupe ne possédait aucun actif financier comptabilisé dans la catégorie des investissements détenus jusqu'à échéance.

La ventilation des actifs financiers entre actifs courants et actifs non courants est déterminée par leur échéance à la date d'arrêt suivant qu'elle est inférieure ou supérieure à un an.

Tous les achats / ventes normalisés d'actifs financiers sont comptabilisés à la date de transaction.

Prêts et créances

Lors de leur comptabilisation initiale, ces prêts et créances sont comptabilisés à la juste valeur majorée des coûts de transaction directement attribuables puis au coût amorti calculé à l'aide du taux de rendement effectif. La valeur inscrite au bilan comprend le capital restant dû, et la part non amortie des coûts de transaction directement attribuables à l'acquisition. Ils font l'objet d'un test de dépréciation en cas d'indication de perte de valeur. Une perte de valeur est comptabilisée si la valeur comptable d'un actif est supérieure à sa valeur recouvrable. Les pertes de valeur sont comptabilisées dans le compte de résultat.

La valeur recouvrable des prêts et créances est égale à la valeur des flux de trésorerie futurs estimés, actualisés au taux d'intérêt effectif d'origine des actifs financiers (c'est-à-dire au taux

d'intérêt effectif calculé lors de la comptabilisation initiale). Les créances dont l'échéance est proche ne sont pas actualisées.

Actifs à la juste valeur par le résultat

Il s'agit d'actifs financiers détenus par la société à des fins de réalisation d'un profit de cession à court terme. Ces actifs sont évalués à la juste valeur avec enregistrement des variations de valeur en résultat. Classés en actifs courants dans les équivalents de trésorerie, ces actifs financiers comprennent notamment les valeurs mobilières de placement.

Passifs financiers

Les passifs financiers sont ventilés entre passifs courants et passifs non courants en fonction de leur échéance à la date d'arrêté suivant qu'elle est inférieure ou supérieure à un an.

Les passifs financiers sont essentiellement constitués de dettes d'exploitation. Ils sont comptabilisés au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les dettes d'exploitation ont des échéances inférieures à un an. Leurs valeurs nominales peuvent être considérées comme très voisines de leurs coûts amortis.

A l'exception des emprunts résultant du retraitement des contrats de location financement, la société n'a aucun prêt ou emprunt.

Clients et autres débiteurs

Les créances clients sont reconnues et comptabilisées pour le montant initial de la facture déduction faite des dépréciations des montants non recouvrables. Une estimation du montant de créances douteuses est effectuée lorsqu'il n'est plus probable que la totalité de la créance pourra être recouvrée. Les créances irrécouvrables sont constatées en perte lorsqu'elles sont identifiées comme telles.

Les autres débiteurs sont des actifs non financiers. Le groupe apprécie à chaque clôture s'il existe une indication de perte de valeur pour chaque actif. En présence d'une telle présomption, ou lorsqu'un test de dépréciation annuel est requis pour un actif, le groupe fait une estimation de la valeur recouvrable de l'actif. Une dépréciation est enregistrée lorsque la valeur nette comptable de l'actif devient inférieure à sa valeur recouvrable.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les dépôts à court terme comptabilisés au bilan comprennent la trésorerie en banque, la caisse et les dépôts à court terme ayant une échéance initiale de moins de trois mois.

Les équivalents de trésorerie comprennent des SICAV monétaires qui sont mobilisables ou cessibles à très court terme et ne représentant pas de risque significatif de changement de valeur. Tous les composants sont évalués à leur juste valeur.

Les découverts bancaires sont exclus des équivalents de trésorerie et classés au passif du bilan en emprunts et dettes financières courants.

Pour les besoins du tableau de flux de trésorerie consolidés, la trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent la trésorerie et les équivalents de trésorerie tels que définis ci-dessus, nets des découverts bancaires.

Provisions

Conformément à la norme IAS 37 « Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels », une provision est comptabilisée lorsque, à la clôture de l'exercice, il existe une obligation du groupe à l'égard d'un tiers résultant d'un événement passé dont le règlement devrait se traduire pour l'entreprise par une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques.

L'estimation du montant figurant en provisions correspond à la sortie de ressources que le groupe devra probablement supporter pour éteindre son obligation. Si aucune évaluation fiable de ce montant ne peut être réalisée, aucune provision n'est comptabilisée; il s'agit d'un passif éventuel.

Les passifs éventuels correspondent à des obligations potentielles résultant d'événements passés dont l'existence ne sera confirmée que par la survenance d'événements futurs incertains qui ne sont pas totalement sous le contrôle de l'entreprise ou des obligations actuelles résultant d'événements passés, mais qui ne sont pas comptabilisées car soit il n'est

pas probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation, soit le montant ne peut être évalué avec une fiabilité suffisante. Ils font l'objet d'une information en annexe.

La charge liée à la provision est présentée dans le compte de résultat nette de tout remboursement. Si l'effet de la valeur temps de l'argent est significatif, les provisions sont déterminées en actualisant les flux futurs de trésorerie attendus à un taux d'actualisation avant impôt qui reflète les appréciations actuelles par le marché de la valeur temps de l'argent et, le cas échéant, les risques spécifiques au passif. Lorsque la provision est actualisée, l'augmentation de la provision liée à l'écoulement du temps est comptabilisée comme un coût d'emprunt.

Pensions et autres avantages postérieurs à l'emploi

IAS 19 impose de provisionner les avantages accordés au personnel et qui lui sont versés à une date future, si ces avantages sont gérés dans le cadre de régimes à prestations définies. Dans le cas de Rue du Commerce, il s'agit de la provision pour Indemnités de Départ en Retraite.

Contrats de location

Les contrats de location-financement qui transfèrent au groupe la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de l'actif loué sont comptabilisés au bilan au commencement du contrat de location à la juste valeur du bien loué ou, si celle-ci est inférieure, à la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location. Les paiements au titre de la location sont ventilés entre la charge financière et l'amortissement de la dette de manière à obtenir un taux d'intérêt périodique constant sur le solde restant dû au passif. Les charges financières sont enregistrées directement au compte de résultat.

Les actifs faisant l'objet d'une location-financement sont amortis sur la plus courte de leur durée d'utilité ou de la durée du contrat.

Les contrats de location dans lesquels le bailleur conserve la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de l'actif sont classés en tant que contrats de location simple. Les coûts indirects initiaux engagés lors de la négociation du contrat de location simple sont ajoutés à la valeur comptable de l'actif loué et comptabilisés sur la période de location sur les mêmes bases que les revenus locatifs. Les paiements au titre des contrats de location simple sont comptabilisés en charge dans le compte de résultat sur une base linéaire jusqu'à l'échéance du contrat.

Produits des activités ordinaires

Ventes de produits livrés par Rue du Commerce : Le chiffre d'affaires est reconnu au moment de l'expédition des produits.

Ventes de la Galerie : La commission est constatée à la livraison des marchandises par le partenaire.

Ventes de services : Le chiffre d'affaires des services associés aux produits, services dont la prestation est assurée par un partenaire, est reconnu à l'expédition des produits. Le chiffre d'affaires des services associés aux produits, services dont la prestation est assurée par Rue du Commerce, est pris à l'avancement au cours de la période sur laquelle le service est offert.

Prestations publicitaires : Le chiffre d'affaires de la régie est reconnu lorsque la publicité a été diffusée sur un ou plusieurs sites du Groupe Rue du Commerce.

- En application de la norme IAS 18, la société impute chaque année en diminution du prix d'achat des marchandises vendues les remises de fin d'années, semestrielles ou trimestrielles ou de protections de prix qu'elle facture à ses fournisseurs en vertu d'accords cadres marketing conclus avec ces derniers. Ce montant pour l'exercice clos le 30 septembre 2010 s'élève à 918 milliers d'euros.
- De même, le chiffre d'affaires publicitaire facturé en échange de prestations publicitaires auprès du même partenaire (échange de bannières) est comptabilisé en moins de ces mêmes dépenses publicitaires. Ce montant pour l'exercice clos le 30 septembre 2010 s'élève à 12 milliers d'euros.

- Ces deux reclassements sont effectués depuis la date de transition aux IFRS et l'indication des montants reclassés (930 milliers d'euros) permet de comprendre l'essentiel de la différence entre le chiffre d'affaires social et le chiffres d'affaires consolidé.

Les réductions accordées aux clients lors de la vente sont immédiatement déduites du prix de vente.

A la clôture de chaque exercice, la société enregistre dans le poste « avoirs à émettre » le montant total des bons d'achats adressés à ses clients, encore valides, et non utilisés.

Dans le cadre de l'application de la norme IAS 18 : produit des activités ordinaires, la société a été amenée à identifier l'impact sur le chiffre d'affaires des éléments suivants :

- **Délai de rétractation** : la société accordant à ses clients un délai de rétractation de 15 jours, il a été tenu compte de la perte de marge potentielle pouvant résulter du retour de produits, dans le cadre de la mise en œuvre de cette faculté de rétractation.
- **Produits défectueux** : la société assure la réparation des produits défectueux pendant la période de garantie pour le compte de ses clients. Elle bénéficie des mêmes conditions de garantie auprès de ses fournisseurs. Toutefois, il arrive que dans certains cas le traitement des produits défectueux se traduise par un coût net pour la société :
 - quand il n'est économiquement pas rentable de faire réparer le produit – notamment dans le cas d'importations en provenance d'Asie,
 - lorsque celui-ci est abîmé mais a malgré tout été accepté en retour en provenance du client.

Conformément aux principes IFRS, la société calcule sur une base statistique le coût de ce service, pour les produits vendus mais non encore retournés.

- **Remboursement de la différence** : la société propose à ses clients le remboursement de la différence sur tous les produits du site dans les 24 heures qui suivent l'achat et provisionne sur une base statistique l'en-cours existant à la clôture de l'exercice.

La prise en compte de ces trois derniers éléments n'a pas d'impact significatif sur le résultat.

Impôts

Les impôts différés sont comptabilisés suivant la norme IAS 12, en utilisant la méthode bilancielle du report variable (utilisation du dernier taux d'impôt futur voté à la date de clôture), pour toutes les différences temporaires existant à la date de clôture, entre les bases comptables et fiscales des actifs et passifs de chaque société du Groupe.

Les impôts différés sont revus à chaque arrêté comptable pour tenir compte notamment des incidences des changements de législation fiscale et de leurs perspectives de recouvrement. Des actifs d'impôts différés sont comptabilisés pour les différences temporaires déductibles, les déficits fiscaux et les crédits d'impôts reportables, dans la mesure où il est probable qu'un bénéfice imposable sera disponible.

Pour apprécier l'existence d'un bénéfice imposable futur sur lequel imputer les actifs d'impôts différés, il est notamment tenu compte des éléments suivants :

- § Prévisions de résultats fiscaux futurs ;
- § Historique des résultats fiscaux des années précédentes ;
- § Existence de produits et de charges significatifs non-récurrents, inclus dans les résultats fiscaux passés, ne devant pas se renouveler à l'avenir.

Des passifs d'impôts différés sont comptabilisés pour toutes les différences temporaires imposables, sauf circonstances particulières justifiant de la non constatation de cette dette potentielle. Les impôts différés ne sont pas actualisés.

4. **Information sectorielle (IFRS 8)**

2 segments sont examinés par la Direction afin de suivre les performances et l'allocation des ressources du Groupe. Il s'agit des activités stratégiques suivantes :

- Activité de Distributeur
- Activité de Galerie Marchande.

Ces 2 segments correspondent à 2 modes de fonctionnement de l'entreprise très différents :

Rue du Commerce, dans le cadre de son activité de distributeur, assure toute la chaîne du produit, depuis son référencement, son stockage, sa livraison, le traitement des retours et le SAV.

A l'inverse, Rue du Commerce n'assure pas ces prestations dans le cadre de son activité Galerie, mais perçoit des commissions de la part de ses partenaires, en rémunération de la présentation et de la vente des produits de nos partenaires sur les sites du Groupe.

Aucune ventilation du chiffre d'affaires par zone géographique n'est communiquée, les ventes réalisées en France représentant plus de 95% du chiffre d'affaires total.

Compte de résultat sectoriel

6 mois 30/09/2010	Distributeur	Galerie	Non affecté	Total
Ventes à des clients externes	130 018	2 469	0	132 487
Ventes intersecteurs	0	0	0	0
Chiffre d'affaires	130 018	2 469	0	132 487
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT	-846	417	0	-429
Autres produits opérationnels	0	0	0	0
Autres charges opérationnelles	0	0	-1 993	-1 993
RESULTAT OPERATIONNEL	-846	417	-1 993	-2 422
Produits de trésorerie ou d'équivalents de trésorerie	0	0	32	32
Coût de l'endettement financier brut	0	0	0	0
Autres produits financiers	0	0	72	72
Autres charges financières	0	0	-114	-114
RESULTAT AVANT IMPOT	-846	417	-2 003	-2 432
Charges d'impôts	0	0	0	0
RESULTAT NET	-846	417	-2 003	-2 432
12 mois 31/03/2010	Distributeur	Galerie	Non affecté	Total
Ventes à des clients externes	349 513	3 122	0	352 635
Ventes intersecteurs	0	0	0	0
Chiffre d'affaires	349 513	3 122	0	352 635
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT	1 619	-1 296	0	323
Autres produits opérationnels	0	0	156	156
Autres charges opérationnelles	0	0	0	0
RESULTAT OPERATIONNEL	1 619	-1 296	156	479
Produits de trésorerie ou d'équivalents de trésorerie	0	0	164	164
Coût de l'endettement financier brut	0	0	-2	-2
Autres produits financiers	0	0	143	143
Autres charges financières	0	0	-164	-164
RESULTAT AVANT IMPOT	1 619	-1 296	297	620
Charges d'impôts	0	0	-217	-217
RESULTAT NET	1 619	-1 296	80	403
6 mois 30/09/2009	Distributeur	Galerie	Non affecté	Total
Ventes à des clients externes	137 912	1 167	0	139 079
Ventes intersecteurs	0	0	0	0
Chiffre d'affaires	137 912	1 167	0	139 079
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT	-1	-957	0	-958
Autres produits opérationnels	0	0	155	155
Autres charges opérationnelles	0	0	0	0
RESULTAT OPERATIONNEL	-1	-957	155	-803
Produits de trésorerie ou d'équivalents de trésorerie	0	0	137	137
Coût de l'endettement financier brut	0	0	-1	-1
Autres produits financiers	0	0	93	93
Autres charges financières	0	0	-26	-26
RESULTAT AVANT IMPOT	-1	-957	358	-600
Charges d'impôts	0	0	-62	-62
RESULTAT NET	-1	-957	296	-662

Bilan sectoriel

Exercice clos le 30 septembre 2010				
Actif	Distributeur	Galerie	Non affecté	Total
ACTIF NON COURANT	862	0	1 829	2 691
ACTIF COURANT	44 606	3 017	22 377	70 000
TOTAL ACTIF	45 469	3 017	24 206	72 691
Passif				
CAPITAUX PROPRES	0	0	30 637	30 637
PASSIF NON COURANT	0	0	1 598	1 598
PASSIF COURANT	25 101	2 927	12 428	40 456
TOTAL PASSIF	25 101	2 927	44 664	72 691
Exercice clos le 31 mars 2010				
Actif	Distributeur	Galerie	Non affecté	Total
ACTIF NON COURANT	1 093	0	1 685	2 778
ACTIF COURANT	46 408	2 790	22 980	72 178
TOTAL ACTIF	47 501	2 790	24 665	74 956
Passif				
CAPITAUX PROPRES	0	0	32 961	32 961
PASSIF NON COURANT	0	0	395	395
PASSIF COURANT	24 834	2 708	14 058	41 600
TOTAL PASSIF	24 834	2 708	47 414	74 956
Semestre clos le 30 septembre 2009				
Actif	Distributeur	Galerie	Non affecté	Total
ACTIF NON COURANT	1 341	0	1 644	2 985
ACTIF COURANT	48 455	1 916	22 856	73 227
TOTAL ACTIF	49 796	1 916	24 500	76 212
Passif				
CAPITAUX PROPRES	0	0	31 754	31 754
PASSIF NON COURANT	0	0	426	426
PASSIF COURANT	32 798	1 849	9 385	44 032
TOTAL PASSIF	32 798	1 849	41 565	76 212

5. Autres produits et charges

Autres produits

	30-sept-09	31-mars-10	30-sept-10
Subventions publiques	7	29	35
Autres produits	1	20	43
Total Autres produits	9	49	78

Des subventions publiques ont été reçues pour favoriser l'emploi de certaines catégories du personnel.

Frais de personnel

	30-sept-09	31-mars-10	30-sept-10
Salaires	4 982	10 697	4 890
Charges sociales	2 275	4 876	2 209
Participation des salariés	0	0	0
Charges liées aux BSPCE et Stock-Options (cf note 13)	63	200	112
Total Frais de personnel	7 320	15 773	7 211

6. Autres produits et charges opérationnels

	30-sept-09	31-mars-10	30-sept-10
Autres produits opérationnels	155	156	0
Autres charges opérationnelles	0	0	-1 993
Autres produits et charges opérationnels	155	156	-1 993

Les autres charges opérationnelles sont relatives aux coûts du plan de sauvegarde de l'emploi mis en place en juin 2010 comptabilisés à 100% dans les comptes au 30 septembre 2010 pour un montant de 1 993 milliers d'euros.

Ce plan de sauvegarde de l'emploi concerne le départ de 54 salariés du groupe. Au 30 septembre 2010, 36 salariés ont contractuellement quitté la société.

7. Impôts sur le résultat

Le rapprochement entre l'impôt théorique sur le résultat et la charge d'impôt comptabilisée est le suivant pour l'exercice clos le 30 septembre 2010 :

	Avril 10 - Sept 10
Résultat consolidé des sociétés intégrées avant impôt	-2 432
Taux d'impôt	33,33%
Impôt sur les sociétés théorique	-811
Impôt sur les sociétés comptabilisé sur l'exercice	0
Ecart	-811
<u>Décomposition de l'écart :</u>	
- Impôt relatif à des décalages permanents	-13
- Impact du retraitement des PMV sur actions propres	-5
- Impact du retraitement des Stock-Options (IFRS 2)	-37
- Impact du retraitement des BSPCE (IFRS 2)	0
- Autres Impacts *	0
- Non activation des ID sur déficits fiscaux RDC	-702
- Non activation des ID sur retraitements conso RDC	-53
- Crédits d'impôt	0
- Contribution sociale sur les bénéfices	0
Ecart	-

L'impôt différé actif s'analyse par nature comme suit :			
	31/03/2010	Variation	30/09/2010
Reports déficitaires	0	0	0
Différences temporaires fiscales	203	0	203
Différences liées aux retraitements	147	1	148
Total base	351	1	351
Impôts Différés Actifs	117	0	117
<i>Taux d'impôt</i>	<i>33,33%</i>		<i>33,33%</i>

L'impôt différé passif s'analyse par nature comme suit :			
	31/03/2010	Variation	30/09/2010
Reports déficitaires	0	0	0
Différences temporaires fiscales	0	0	0
Différences liées aux retraitements	-512	0	-512
Total base	-512	0	-512
Impôts Différés Passifs	-171	0	-171
<i>Taux d'impôt</i>	33,33%		33,33%

L'impôt relatif à la perte fiscale du 1^{er} semestre 2010/2011 n'a pas été activé (702 K€)

8. Résultats par action

Le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat net de l'exercice attribuable aux actionnaires ordinaires de l'entité mère par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice.

Le résultat dilué par action est calculé en divisant le résultat net de l'exercice attribuable aux actionnaires ordinaires par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice (ajusté des effets des options dilutives et des actions préférentielles convertibles remboursables à dividende non cumulatif dilutives).

9. Immobilisations incorporelles, corporelles et financières

Valeurs brutes								
	Ecart d'acquis.	Concession, brevets et droits similaires	Autres immob. Incorp.	Total Immob. Incorp.	Inst Générale, agenc.	Mat. Bureau, inform, divers	Total Immob. Corporelles	Immos Financières
Au 31 mars 2010	91	175	3 876	4 051	986	3 278	4 264	321
Acquisitions *	0	0	15	15	3	535	538	6
Cessions	0	0	0	0	0	0	0	0
Au 31 sept 2010	91	175	3 891	4 066	989	3 813	4 802	327
Amortissements								
	Ecart d'acquis.	Concession, brevets et droits similaires	Autres immob. Incorp.	Total Immob. Incorp.	Inst Générale, agenc.	Mat. Bureau, inform, divers	Total Immob. Corporelles	Immos Financières
Au 31 mars 2010	0	0	3 049	3 049	787	2 230	3 017	0
Dotations	0	0	246	246	60	340	400	0
Reprises	0	0	0	0	0	0	0	0
Au 31 sept 2010	0	0	3 295	3 295	847	2 570	3 417	0
Valeurs nettes								
	Ecart d'acquis.	Concession, brevets et droits similaires	Autres immob. Incorp.	Total Immob. Incorp.	Inst Générale, agenc.	Mat. Bureau, inform, divers	Total Immob. Corporelles	Immos Financières
Au 31 mars 2010	91	175	827	1 002	199	1 048	1 247	321
Au 31 sept 2010	91	175	596	771	143	1 243	1 385	327

L'écart d'acquisition se rattache à l'activité CD & CO (vente aux administrations et aux écoles), activité en croissance.

En l'absence d'indice de perte de valeur, aucune dépréciation n'a été constatée sur l'écart d'acquisition, ainsi que sur les marques Alapage et TAC (amorties sur 3 ans).

10. Stocks

	31/03/09	31/03/10	30/09/10
Valeur Brute	31 010	29 611	29 662
Provisions	(802)	(834)	(951)
Valeur Nette	30 208	28 777	28 711

11. Clients et autres débiteurs (courant)

	Brut 30/09/10	Depr.	Net 30/09/10	A 1 an au +	A + d'1 an et à 5 ans au +	A + de 5 ans	Net 30/09/09
Créances Clients et rattachées	19 171	-3 276	15 895	15 895	0	0	16 070
Autres débiteurs et comptes de régularisation	7 711	0	7 711	7 711	0	0	6 980
Total créances de l'actif circulant	26 881	-3 276	23 606	23 606	0	0	22 168

Au 30 septembre 2010, la balance âgée des créances clients et rattachées se présente comme suit :

	net 30/09/10	Non échu	0 à 30 J	31 à 60 J	61 à 90 J	91 à 120 J	> 120 J
Créances Clients et rattachées	15 895	6 761	4 297	2 432	899	179	1 327

Les créances nettes à plus de 120 jours sont pour l'essentiel relatives à des impayés de la part des clients « particuliers ».

12. Trésorerie et équivalents de trésorerie

	31/03/09	31/03/10	30/09/10
Valeurs mobilières de placement	17 122	0	14 954
Disponibilités	3 564	17 748	2 730
Sous total	20 686	17 748	17 684
Emprunts court terme (découverts)	0	0	0
Trésorerie Nette	20 686	17 748	17 684

13. Capital émis et réserves**Capital social**

Au 30 septembre 2010, le capital de la société Rue du Commerce est composé de 11.089.748 actions d'une valeur nominale de 0,25 euros.

L'évolution du capital social sur la période se présente comme suit :

Evolution du capital social	Nombre d'actions	Valeur nominale	Capital Social (1)
Au 31 mars 2010	11 089 748	0,25	2 772 437
Augmentation de capital		0,25	0
Au 30 septembre 2010	11 089 748	0,25	2 772 437

Contrat de liquidité et contrat de croissance externe

Depuis le 30 septembre 2005 et pour une durée de 1 an renouvelable par tacite reconduction, la société RUE DU COMMERCE a confié la mise en œuvre d'un contrat de liquidité à PORTZAMPARC S.A.

Pour la mise en œuvre de ce contrat, 200 000 € ont été affectés au compte de liquidité.

Au 30 septembre 2010, au titre de ce contrat, la société était propriétaire de 10.769 actions détenues en propre, valorisées 65 milliers d'euros. Aucune dépréciation n'a été constatée sur ces titres à cette date.

Par ailleurs, la société a lancé un programme de rachat de ses propres titres en vue de financer d'éventuelles acquisitions.

Au 30 septembre 2010, au titre de ce contrat, la société était propriétaire de 50.766 actions détenues en propre, valorisées 189 milliers d'euros. Aucune dépréciation n'a été constatée sur ces titres à cette date.

Ces actions ont été comptabilisées en diminution des capitaux propres (impact négatif sur les réserves de 254 milliers d'euros).

Etablissement teneur de titres

CACEIS Corporate Trust, anciennement Crédit Agricole Caisse d'Epargne Investor Services – Euro Emetteurs Finance, 14 rue Rouget de Lisle, 92130 Issy les Moulineaux, a été désigné comme mandataire pour assurer la tenue des comptes de propriétaires d'actions nominatives.

Options de souscription d'actions

Faisant usage de l'autorisation de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 22 septembre 2009, le Conseil d'Administration a mis en place le 06 juillet 2010 un nouveau plan de Stock-Options, dit n°5, dont les principales caractéristiques sont les suivantes :

- Le Prix de Souscription de l'Action a été fixé à 5,86 euros (soit une prime d'émission de 5,61 euros) correspondant à la moyenne des cours cotés aux vingt séances de bourse précédant le 06 juillet 2010; une option donne droit à la souscription d'une action.
- Les Options pourront être librement exercées en une ou plusieurs fois, en tout ou partie, durant une période commençant à courir aux dates figurant ci-dessous et de la manière suivante :
 - Dans la limite de 50% des Options attribuées à compter du 06 juillet 2012 (inclus) jusqu'au 05 juillet 2013 (exclus);
 - Dans la limite de 75 % des Options attribuées à compter du 06 juillet 2013 (inclus) jusqu'au 05 juillet 2014 (exclus);
 - En totalité à compter du 06 juillet 2014 (inclus) jusqu'au 05 juillet 2020 (inclus).

Les actions qui seront émises devront être intégralement libérées lors de leur souscription. La libération s'effectuera en numéraire ou par compensation avec des créances liquides et exigibles sur la Société. Les actions créées porteront jouissance à compter du premier jour de l'exercice en cours lors de l'exercice des options. En conséquence, elles donneront droit au dividende versé au titre de l'exercice au cours duquel les options ont été exercées. Les Actions issues de l'exercice des Options ne pourront être cédées avant l'expiration d'un délai de quatre ans à compter de la date d'attribution.

69.000 options de souscription d'actions ont été ainsi allouées en date du 06 juillet 2010 dans le cadre de ce plan n°5.

Conformément à la norme IFRS 2 (« paiement fondé sur des actions »), les cinq plans d'options de souscription d'actions autorisés par les Assemblées générales du 28/09/2006, 27/09/2007 et 22/09/2009 ont été retraités (plan des 03/10/2006, du 14/05/2007, du 19/02/2008, du 21/10/2009 et du 06/07/2010).

Juste valeur des options attribuées

Les justes valeurs des stocks options sont calculées selon le modèle de Black & Scholes. Il a été considéré que toutes les options seront systématiquement exercées à la fin de leur période d'exercice. La volatilité attendue est déterminée comme étant la moyenne de la volatilité historique de sociétés comparables et de la volatilité historique de Rue du Commerce.

Caractéristique des plans

Le tableau suivant présente les principales caractéristiques des 5 plans de Stock-Options en vigueur au 30/09/10 :

	Options de souscription d'actions				
	Plan n°1	Plan n°2	Plan n°3	Plan n°4	Plan n°5
Date de l'assemblée générale	28/09/2006	28/09/2006	27/09/2007	22/09/2009	22/09/2009
Date du Conseil d'administration	03/10/2006	14/05/2007	19/02/2008	21/10/2009	06/07/2010
Nb total d'options autorisées	75 000	221 000	106 000	246 700	69 000
Nb total d'options restantes au 31/03/10	71 000	178 000	87 900	241 400	0
Nb d'options exercées au cours de la période	0	0	0	0	0
Nb d'options supprimée au cours de la période	7000	6 000	9 400	21 600	5 000
Nb total d'options restantes au 30/09/10	64 000	172 000	78 500	219 800	64 000
Périodes d'exercice des options					
1ère période du	03/10/08	14/05/09	19/02/10	21/10/11	06/07/12
au	02/10/09	13/05/10	18/02/11	20/10/12	05/07/13
2ème période du	03/10/09	14/05/10	19/02/11	21/10/12	06/07/13
au	02/10/10	13/05/11	18/02/12	20/10/13	05/07/14
3ème période du	03/10/10	14/05/11	19/02/12	21/10/13	06/07/14
au	02/10/16	13/05/17	18/02/18	20/10/19	05/07/20
Condition d'exercice des options					
1ère période	50 % du nombre total des options pouvant être souscrites				
2ème période	75 % du nombre total de bons pouvant être souscrites				
3ème période	100 % du nombre total de bons pouvant être souscrites				
Prix de souscription des options	6,90	5,88	6,06	5,03	5,86

Les options sont acquises si le détenteur est toujours présent à l'ouverture de la période d'exercice.

Principales hypothèses utilisées

L'estimation des justes valeurs des options octroyées pour les plans datant du 03 octobre 2006, 14 mai 2007 et 19 février 2008 a été réalisée en utilisant le modèle de Black & Scholes. Les données utilisées dans le modèle sont les suivantes :

Plan	n°1, 03/10/2007	n°2, 14/05/2007	n°3, 19/02/2008	n°4, 21/10/2009	n°5, 21/10/2010
Cours du sous-jacent	6,47	6,00	6,05	5,26	5,91
Prix d'exercice	6,90	5,88	6,06	5,03	5,86
Volatilité	72%	67,5%	57,5%	50,0%	50,0%
Taux sans risque	3,67%	4,30%	3,70%	2,70%	2,70%
Maturité attendue	6 ans	6 ans	6 ans	6 ans	6 ans
Dividendes attendues	0%	0%	0%	0%	0%
Taux de sortie	12%	12%	12%	7,9%	7,9%
Juste valeur de l'option	4,21	3,97	3,56	2,78	3,07

Charges comptabilisées sur l'exercice

La charge globale initiale des cinq plans s'élève à 1.829 K€.

Le coût total des plans de stock-options (juste valeur de l'option multipliée par le nombre d'actions concernées) est révisé à la clôture de chaque exercice en fonction des hypothèses de vesting et de turnover du personnel, afin de déterminer le nombre d'options qui est susceptible d'être exercé.

49.000 options ont été annulées durant le semestre écoulé.

Pour l'exercice clos le 31/03/07, la charge liée à l'application de IFRS 2 a été de 45 K€.

Pour l'exercice clos le 31/03/08, la charge liée à l'application de IFRS 2 a été de 324 K€.

Pour l'exercice clos le 31/03/09, la charge liée à l'application de IFRS 2 a été de 395 K€.

Pour l'exercice clos le 31/03/10, la charge liée à l'application de IFRS 2 a été de 200 K€.

Pour les exercices ultérieurs, et avant toute modification des hypothèses (notamment le nombre d'options encore susceptibles d'être exercées à la clôture des exercices concernés), la prévision des charges est la suivante :

- Exercice clos le 31 mars 2011 : 225 milliers d'euros
- Exercice clos le 31 mars 2012 : 207 milliers d'euros
- Exercice clos le 31 mars 2013 : 91 milliers d'euros
- Exercice clos le 31 mars 2014 : 27 milliers d'euros

14. Emprunts et prêts portant intérêt

La société n'a aucun prêt ou emprunt au 30 septembre 2010.

15. Provisions et dépréciations

	Provision pour risques et charges	Dépréciation des stocks	Dépréciation des clients	Dépréciation des autres créances
Au 31 mars 2010	224	834	2 776	0
Dotations	1 203	117	500	
Reprises				
Au 30 sept 2010	1 427	951	3 276	0

Les provisions pour risques et charges comptabilisées au 30 septembre 2010 concernent :

- Les coûts du PSE pour 1 167 K€
- les indemnités de fin de carrière pour 147 K€
- 3 litiges commerciaux pour 102 k€
- des litiges prud'homaux pour 11 k€

Litige fiscal

Rue du Commerce s'est vue notifier le 14 novembre 2005 par l'administration fiscale un redressement en matière de TVA au titre des années 2002, 2003 et 2004 d'un montant total de 2 488 milliers d'euros.

A l'appui de sa décision, l'administration fiscale a cru pouvoir remettre en cause le droit à déduction de la TVA que Rue du Commerce avait payée à certains fournisseurs au motif que ceux-ci s'étaient abstenus de la reverser au Trésor Public et faisant état de liens supposés entre Rue du Commerce et ces fournisseurs.

Dans ce cadre, au mois de juillet 2007, l'administration fiscale a mis en oeuvre le recouvrement des rectifications de TVA d'un montant de 2.488 milliers d'euros, la Société s'en étant acquitté au mois d'août 2007.

Dans le cadre de l'arrêté des comptes de l'exercice clos le 31 mars 2006, en application des principes et règles comptables en vigueur et par souci de transparence vis-à-vis de ses actionnaires, la société avait décidé de constituer une provision correspondant à 100% du montant notifié. Cette provision a donc été reprise au cours du 1^{er} semestre de l'exercice ouvert au 1 avril 2007, concomitamment au paiement effectué en août 2007.

Après analyse des fondements de ce redressement, Rue du Commerce estime ne pas être responsable des agissements desdits fournisseurs et a décidé de le contester avec détermination par toutes les voies de recours légales. Rue du Commerce a introduit une requête introductive d'instance devant le Tribunal Administratif de Montreuil le 9 mars 2010, et demande le dégrèvement pur et simple de l'ensemble des rappels de TVA et des pénalités. (2.488 milliers d'euros hors intérêts)

16. Avantages du personnel

Plan d'intéressement des salariés au capital

Il n'existe pas, à l'exception des plans de stock-options décrits en note 13 et de la participation légale éventuelle, d'autre plan d'intéressement des salariés au capital.

Pensions et autres avantages postérieurs à l'emploi

Une provision pour indemnités de fins de carrière est calculée, sur la base d'hypothèses actuarielles qui conduisent à une évaluation de la provision pour indemnités de fin de carrière de 147 milliers d'euros au 30 septembre 2010, soit une reprise de 1 milliers d'euros au titre de la période close le 30 septembre 2010.

Droit Individuel de formation

Le volume d'heures de formation n'ayant pas donné lieu à demande s'élève à 12.418 heures au 30 septembre 2010.

Rémunération des dirigeants et des organes de Direction

Le montant des rémunérations allouées aux organes de direction du Groupe à raison de leurs fonctions au sein des sociétés du Groupe s'élève au titre de la période avril 2010 / septembre 2010 à 107 milliers d'euros.

(en euros)	30/09/09	31/03/10	30/09/10
Gauthier PICQUART – Président Directeur Général			
Rémunération Fixe	102 000	204 000	102 000
Rémunération Variable	0	0	0
Avantages en nature	4 700	9 427	4 777
TOTAL	106 700	213 427	106 777

Aucun jeton de présence n'a été versé aux membres des organes de direction au titre des trois derniers exercices clos.

Les membres des organes de direction et les administrateurs non membres des organes de direction ne bénéficient d'aucun stock-option ou titre donnant accès au capital.

De même, les membres des organes de direction ne bénéficient d'aucun engagement pris par la société et correspondant à des éléments de rémunération, des indemnités ou des avantages dus ou susceptibles d'être dus à la cessation ou du changement de leurs fonctions, ou postérieurement à celles-ci.

17. Fournisseurs et autres créditeurs (courant)

	30/09/09 Net	31/03/10 Net	30/09/10 Net
Emprunts court terme	0	0	
Dettes Fournisseurs			
Fournisseurs	34 767	28 245	28 660
Fournisseurs, factures non parvenues	1 519	3 253	2 944
Total Dettes fournisseurs	36 286	31 498	31 604
Autres Créditeurs			
Personnel et Comptes rattachés	968	1 121	788
Sécurité Sociale et autres organismes	1 615	1 647	1 501
Etat – TVA	1 017	3 004	2 095
Etat – IS	0	0	0
Autres impôts et taxes	563	801	408
Autres dettes	3 560	3 473	4 037
Total Autres créditeurs	7 724	10 046	8 829

18. Engagements et éventualités

Engagements sur contrats de location-financement et contrats de location avec option d'achat

Le groupe a des contrats de location-financement et des contrats de location avec option d'achat pour divers matériels et équipements. Ces contrats ne comprennent pas de clauses de renouvellement ou de clauses d'options d'achat et d'indexation. Ces contrats ont été retraités conformément aux principes régissant le traitement des contrats de location financement.

Au cours de la période close le 30 septembre 2010, aucun nouveau contrat de location n'a été signé.

Au 30 septembre 2010, les retraitements provenant de ces contrats de location se traduisent par les montants suivants :

Au 30/09/10	Valeur Brute	Amortissements cumulés	Valeur Nette
Location Autocom	88	-88	0
Location Serveurs	90	-90	0
Location Serveurs	118	-118	0

Autres engagements

Effets escomptés et non échus :	néant
Avals et cautions reçus par le groupe :	néant
Avals et cautions données par le groupe :	néant
Nantissement sur les stocks ou comptes clients :	néant

Engagements de paiement futurs	A 1 an au +	A + d'1 an et à 5 ans au +	A + de 5 ans
Engagement commerciaux	-	-	-
Obligations contractuelles			
Baux			
- Locaux à Saint Ouen (93)	619	206	0
- Locaux à Aix (93)	63	89	0
- Locaux à Lyon (69)	26	46	0

19. Effectif moyen salarié

	30/09/09	31/03/10	30/09/10
Hommes	167	174	159
Femmes	160	165	155
TOTAL	327	339	314
Contrats à durée indéterminée	280	294	283
Contrats à durée déterminée	47	45	31
TOTAL	327	339	314
Cadres	115	119	111
Employés	212	220	203
TOTAL	327	339	314

20. Informations relatives aux parties liées

La société Maxidome, acquise le 27 mars 2007, n'a eu aucune activité commerciale au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2010. De même et pour la même période, il n'existe aucune transaction entre Maxidome et Rue du Commerce.

21. Politique de gestion des risques financiers*Risque de taux d'intérêt et de liquidité*

Historiquement, la Société a financé sa croissance grâce à ses actionnaires, la Société n'ayant recours à l'endettement que de manière ponctuelle et pour financer des projets précis.

Au cours de la période close le 30 septembre 2010, la Société disposait de facilités de trésorerie accordées à court terme, qui n'ont été que partiellement utilisées, et consenties par les banques LCL (2 millions d'euros), HSBC (1 million d'euros) et OBC (1 million d'euros).

Les facilités de trésorerie accordées par les banques sont renouvelées et renégociées chaque année. Des discussions ont eu lieu au cours des mois de septembre et octobre pour renouveler les facilités de trésorerie permettant de couvrir les besoins de financement maximum estimés pour l'exercice en cours : Pour l'exercice 2010 / 2011 ont ainsi été obtenues des crédits de campagne additionnels à hauteur de 10 millions d'euros pour LCL et de 2 millions pour HSBC.

Compte tenu de sa position de trésorerie, la Société n'est actuellement exposée à aucun risque de liquidité, ni à un quelconque risque de taux d'intérêt.

Risque sur actions

Il n'existe pas de risque significatif lié à une fluctuation du marché boursier dans la mesure où la trésorerie de la société est placée en produits monétaires sans risques.

Risque de change

La société n'a aucune position nette dans une quelconque devise étrangère au 30 septembre 2010.

La Société estime que le risque de change auquel elle est exposée dans le cadre de son activité n'est pas significatif, dans la mesure où elle réalise plus de 95% de ses achats en euros et moins de 5% en dollars américains, répercutant intégralement sur son prix de vente les variations éventuelles du dollar. Le chiffre d'affaires, les charges d'exploitation, les dépenses d'investissement, actifs et passifs de la Société sont libellés en euros.

Cependant, une hausse significative du dollar américain au détriment de l'euro pourrait avoir une incidence directe sur les prix des produits et donc sur l'activité de la Société. En effet, la plupart des produits vendus par la Société sont fabriqués en Asie et aux Etats-Unis d'Amérique et sont vendus à des importateurs européens sur la base du dollar américain.

Risque de crédit

Le groupe n'entretient de relations commerciales qu'avec des tiers dont la santé financière est avérée (pour la partie de vente administrations). Par ailleurs, les soldes clients font l'objet d'un suivi permanent, et par conséquent, l'exposition du groupe aux créances irrécouvrables n'est pas significative.

Gestion du capital

L'objectif principal du groupe en termes de gestion de son capital est de s'assurer le maintien d'une bonne notation du risque de crédit propre et des ratios sur capital sains, de manière à faciliter son activité et maximiser la valeur pour les actionnaires.

Le groupe gère la structure de son capital et procède à des ajustements en regard de l'évolution des conditions économiques. Pour maintenir et ajuster la structure du capital, le groupe peut ajuster le paiement de dividendes aux actionnaires, rembourser une partie du capital ou émettre de nouvelles actions. Les objectifs, politiques et procédures de gestion demeurent inchangés par rapport à l'exercice précédent.

Comme cela est indiqué dans le §12 ci-dessus, le groupe n'a aucun emprunt au 30 septembre 2010.

22. Événements postérieurs à la date de clôture

Néant

RUE DU COMMERCE

Société anonyme au capital de 2.772.437 €
Siège social : 44-50 avenue capitaine glarner – 93585 Saint Ouen Cedex
RCS Bobigny 422 797 720

RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE AU 30 SEPTEMBRE 2010

1. Résultats semestriels consolidés condensés au 30 septembre 2010

Les comptes semestriels ont été établis suivant les mêmes méthodes comptables et les mêmes modalités d'estimation que celles utilisées pour les états financiers annuels présentés au 31 mars 2010.

La situation comptable semestrielle consolidée condensée au 30 septembre 2010 intègre outre les résultats de la société consolidante RueDuCommerce, les résultats de la filiale Maxidome sas, société consolidée par intégration globale.

Au 30 septembre 2010, le chiffre d'affaires consolidé s'élève à 132.5 M€ contre 139,1 M€ au premier semestre de l'exercice précédent.

Le résultat opérationnel courant est une perte de 429 milliers d'euros contre un profit de 958 milliers d'euros au premier semestre de l'exercice précédent.

Les autres produits et charges opérationnels du semestre s'élèvent à 1.993 milliers d'euros (charge), contre 155 milliers d'euros (produit) au premier semestre de l'exercice précédent.

Le coût de l'endettement financier net ressort en positif, à 32 milliers d'euros, contre un profit de 136 milliers d'euros au premier semestre de l'exercice précédent.

Enfin la charge d'impôt de la période est nulle contre une charge de 63 milliers d'euros au 30 septembre 2009.

Le résultat net consolidé ressort en perte à 2.432 milliers d'euros contre une perte de 661 milliers d'euros au premier semestre de l'exercice précédent.

Concernant la société RueDuCommerce SA, son chiffre d'affaires au 30 septembre 2010 s'élève à 134,1 millions d'euros contre 139,8 millions d'euros au 30 septembre 2009.

La charge d'impôt est nulle comme au 30 septembre 2009.

La perte nette après impôts et participation s'élève à 2.145 milliers d'euros contre une perte de 531 milliers d'euros au 30 septembre 2009.

2. Activité du groupe au cours du premier semestre de l'exercice et perspectives d'évolutions prévisibles des activités du groupe.

Le premier semestre de l'exercice devant se clore le 31 mars 2011 a été marqué par une décroissance de l'activité de la société (-4,7% vs les 0,5% de croissance obtenue au cours de la même période 2009 /2010).

Cependant, sur la même période, le volume d'affaires qui intègre le chiffre d'affaires réalisé par nos partenaires de la Galerie progresse de 4,8%.

Cette décroissance du chiffre d'affaires consolidé résulte du ralentissement continu du marché de l'Electronique Grand Public, principal marché auquel s'adresse l'entreprise.

Si ce marché a connu par le passé une forte croissance avec des ventes mondiales avec leur apogée en 2008, il subit depuis 2009 un recul de ses ventes, que ce soit au niveau mondial, européen ou français.

La récession mondiale a bien entendu impacté le marché national. Ainsi, les ventes ont connu dès 2008 une croissance négative de 3%, la première depuis 10 ans. L'année 2009 s'est traduite par une nouvelle baisse de près de 9% (Source GFK).

Les prévisions en 2010 sont également pessimistes : une nouvelle baisse de 9 % est attendue en Europe de l'Ouest. (Source GFK).

Le CA réalisé dans notre activité de distributeur a ainsi accusé une baisse de 5,7% sur le semestre.

A l'inverse, et malgré le contexte économique morose, le chiffre d'affaires réalisé par nos partenaires de la Galerie a presque doublé, passant de 17,6 M€ au cours du 1^{er} semestre 2009/2010 à 32,4 M€ au cours du 1^{er} semestre de l'exercice en cours, en progression de 83,6%. Les seules commissions perçues par Rue du commerce sont ainsi passées de 1.151 k€ à 2.417 k€.

La pression concurrentielle observée depuis plusieurs semestres s'est par ailleurs poursuivie au cours du semestre écoulé. Le retrait récemment annoncé du groupe Métro (Saturn) du marché français en est le dernier reflet.

Le développement de la Galerie et de la régie publicitaire nous ont néanmoins permis d'améliorer le taux de marge brute de 1,3%. Ce taux ressort ainsi à 16,8% au cours du 1er semestre 2010 / 2011 vs 15,5% pour le 1er semestre 2009 / 2010.

La société Maxidome sas n'a eu aucune activité sur la période.

En ce qui concerne la fin de l'exercice en cours, et malgré un environnement demeurant difficile pour l'activité historique, le groupe entend enregistrer un résultat

net positif. La période des ventes de fin d'année, qui représente un moment important de l'activité de l'exercice, est bien entendu critique. Le nouveau fort développement attendu de la Galerie lors de cette période devrait nous aider à atteindre cet objectif.

3. Faits significatifs du semestre :

A l'issue d'une année 2009 / 2010 marquée par des acquisitions désormais complètement intégrées et dans un environnement de consommation offrant une visibilité réduite, Rue du Commerce a décidé d'ajuster au cours du 1er semestre 2010 / 2011 ses charges afin d'améliorer sa compétitivité.

Cet ajustement s'est traduit par un certain nombre d'actions menées en interne, conjuguant réduction d'effectif, réorganisation des process et renforcement de certaines activités particulièrement porteuses. Le coût de ces mesures, évalué à 2 millions d'euros avant impôts, impacte uniquement le résultat du 1er semestre. Toutes choses égales par ailleurs, cet impact sera neutralisé dans les comptes annuels. En année pleine, ces actions permettront de réaliser 3,5 millions nets d'économies avant impôts. 0,5 million d'euros seront par ailleurs utilisés pour développer les activités de La Galerie, de la régie publicitaire et, plus généralement, pour investir sur la stratégie marketing multimarques.

4. Autres éléments d'information

Evolution du personnel

L'effectif moyen de la période (6 mois) est de 314 personnes au 30 septembre 2010 contre 339 personnes au 31 mars 2010 (12 mois) et 327 personnes au 30 septembre 2009 (6 mois).

Informations sur la variation du capital

Au 30 septembre 2010, le capital de la société RueDuCommerce est composé de 11.089.748 actions d'une valeur nominale de 0,25 euros.

L'évolution du capital social sur l'exercice se présente comme suit :

Evolution du capital social	Nombre d'actions	Valeur nominale	Capital Social (1)
Au 31 mars 2010	11 089 748	0,25	2 772 437,00
Augmentation de capital	0	0,25	0,00
Au 30 septembre 2010	11 089 748	0,25	2 772 437,00

(1) en euros

Rémunération des dirigeants et des organes de Direction

Le montant des rémunérations allouées aux organes de direction du Groupe à raison de leurs fonctions au sein des sociétés du Groupe s'élève au titre du 1er semestre de l'exercice 2010/2011 à 107 milliers d'euros.

Aucun jeton de présence n'a été versé aux membres des organes de direction au titre des trois derniers exercices clos.

<i>(en euros)</i>	30/09/09	31/03/10	30/09/10
Gauthier PICQUART – Président Directeur Général			
Rémunération Fixe	102 000	204 000	102 000
Rémunération Variable	0	0	0
Avantages en nature	4 700	9 427	4 777
TOTAL	106 700	213 427	106 777

Informations relatives aux parties liées

La société Maxidome, acquise le 27 mars 2007, n'a eu aucune activité commerciale au cours de la période close le 30 septembre 2010. De même et pour la même période, il n'existe aucune transaction entre Maxidome et Rue du Commerce.

Déclaration des personnes physiques assumant la responsabilité du rapport financier semestriel

Nous attestons, à notre connaissance, que les comptes résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Fait à Saint Ouen, le 25 novembre 2010

Monsieur Gauthier Picquart
Président directeur général et
Administrateur de Rue du Commerce

Monsieur Laurent Bertin
Directeur administratif et financier
de Rue du Commerce

MICHEL HAAS
83, avenue André-Morizet
92100 Boulogne-Billancourt

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles

ERNST & YOUNG Audit
Faubourg de l'Arche
11, allée de l'Arche
92037 Paris-La Défense Cedex
S.A.S. à capital variable

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles

Rue du Commerce

Période du 1^{er} avril au 30 septembre 2010

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés condensés de la société Rue du Commerce, relatifs à la période du 1^{er} avril au 30 septembre 2010, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés condensés ont été établis sous la responsabilité de votre conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés condensés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés condensés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés condensés.

Boulogne-Billancourt et Paris-La Défense, le 26 novembre 2010

Les Commissaires aux Comptes

Michel HAAS

ERNST & YOUNG Audit

Franck Sebag